



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 3342

Texte de la question

SALAFISME

**M. le président.** La parole est à M. Olivier Falorni, pour le groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.

**M. Olivier Falorni.** Oui, monsieur le Premier ministre, nous sommes en guerre. Mais pour gagner une guerre, il faut d'abord bien cibler l'ennemi. L'ennemi, c'est bien sûr le terrorisme djihadiste. Mais le terrorisme c'est le moyen d'action. L'ennemi, il faut le dire clairement et sans tabou, c'est l'idéologie qui produit ces crimes abominables et cette idéologie, c'est le salafisme.

Je l'ai dit ici même il y a un an, le salafisme est le carburant du djihadisme. Le salafisme, cette idéologie qui porte en elle la violence par le verbe, par le texte et par les armes ; le salafisme, cette idéologie qui proclame que la démocratie est une mécréance ; le salafisme, cette idéologie qui rejette absolument toutes nos valeurs universelles.

Il faut le dire et le redire : l'islam est parfaitement compatible avec la République, mais le salafisme, lui, ne l'est pas. (*Applaudissements sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains, du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Le dire, c'est protéger nos compatriotes musulmans de l'amalgame et de la stigmatisation. Le dire, c'est aussi exiger la clarté de la part des États du Golfe, notamment de l'Arabie saoudite wahhabite...

**Mme Bérengère Poletti.** C'est vrai !

**M. Olivier Falorni.** ...afin qu'ils cessent de nourrir, dans tous les sens du terme, ce totalitarisme barbare. (*Applaudissements sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*)

**M. Guy Geoffroy.** Très bien !

**M. Olivier Falorni.** Mais le dire ne suffit pas : il faut frapper, il faut combattre le salafisme.

Monsieur le Premier ministre, vous avez récemment déclaré que les discours salafistes n'auront plus le droit de cité en France. Je vous approuve totalement. Alors quelles mesures allez-vous prendre pour éradiquer cette idéologie qui ne produit que de la haine et que du sang ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les*

*Républicains et sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

**M. Bernard Cazeneuve**, *ministre de l'intérieur*. Monsieur le député, vous avez parfaitement raison de dire que nous devons aussi, dans notre souci de lutter contre le terrorisme, protéger tous les musulmans de France, qui sont de plain-pied dans la République, des effets qu'ont les discours de haine sur l'image de leur religion et de la souffrance que cela occasionne pour eux. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

Les témoignages de musulmans français qui aiment la République et ressentent une tristesse comparable à la nôtre sont nombreux. Il faut bien entendu les prendre en compte et les valoriser car nous avons aussi besoin de leur parole forte dans ce contexte.

Je partage votre sentiment : si nous voulons les protéger du dévoiement de leur religion par une poignée de barbares, il faut que nous soyons, à l'égard de ceux qui appellent à la haine dans les mosquées, très clairs, très forts, très fermes, très puissants.

Aujourd'hui, nos dispositions législatives ne permettent pas de dissoudre les mosquées dans lesquelles un certain nombre d'acteurs appellent à la haine, parfois jusqu'à provoquer au terrorisme.

D'ailleurs, il n'y a pas eu, au cours des quinze dernières années, une seule dissolution de mosquée salafiste. Pas une ! La première sera, au terme d'une longue procédure – car j'ai souhaité qu'on examine tous les dossiers et qu'on aille au terme de ce combat –, présentée en Conseil des ministres dans les prochaines semaines.

Il nous faut absolument, pour aller plus loin et être plus efficaces et plus rapides, modifier la législation en vigueur.

**M. Laurent Furst.** Charlie, c'était en janvier !

**M. Bernard Cazeneuve**, *ministre*. Car ce que nous souhaitons, c'est agir contre le terrorisme et les pensées de haine dans le respect scrupuleux des règles de droit, ce qui devrait vous rassurer totalement, vous qui êtes dans l'opposition. Pour cela, nous allons présenter de nouvelles dispositions législatives et modifier la Constitution, dans l'esprit voulu par le Président de la République. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Olivier Falorni](#)

**Circonscription :** Charente-Maritime (1<sup>re</sup> circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3342

**Rubrique :** Ordre public

**Ministère interrogé :** Intérieur

**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [18 novembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 novembre 2015](#)